

Vu le décret n° 96-884 du 25 octobre 1996 réglementant la purge des droits coutumiers sur le sol pour intérêt général ;

Vu le décret n° 2000-669 du 6 septembre 2000 portant approbation du schéma-directeur d'urbanisme du Grand-Abidjan ;

Vu le décret n° 2008-242 du 4 septembre 2008 portant ratification des accords de Dons conclus le 25 juillet 2008 entre l'Association internationale de Développement, IDA, et la République de Côte d'Ivoire ;

Vu le décret n° 2011-222 du 7 septembre 2011 portant organisation du ministère de l'Economie et des Finances ;

Vu le décret n° 2011-392 du 16 novembre 2011 portant organisation du ministère des Infrastructures économiques ;

Vu le décret n° 2011-434 du 30 novembre 2011 portant organisation du ministère de la Construction, de l'Assainissement et de l'Urbanisme ;

Vu le décret n° 2012-241 du 13 mars 2012 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2012-242 du 13 mars 2012 portant nomination des membres du Gouvernement, tel que modifié par le décret n° 2012-484 du 4 juin 2012 ;

Vu le décret n° 2012-625 du 6 juillet 2012 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. — Est déclarée d'utilité publique la zone mise en réserve pour la construction de l'échangeur de la Riviera II dans la commune de Cocody, district d'Abidjan, selon le plan annexé au présent décret.

Cette zone, d'une contenance de 4ha 74a 55ca, est définie par seize points extrêmes ayant les coordonnées suivantes :

Point	X	Y
B1	391162,9698	591315,7796
B2	391540,7297	591425,3528
B3	391593,8561	591394,3624
B4	391574,1800 ;	591390,0579
B5	391572,0873	591398,0201
B6	391589,6189	591410,6745
B7	391610,2608	591444,8983
B8	392119,8804	591603,8624
B9	392109,9901	591637,0394
B10	391603,7635	591497,4859
B11	391559,2231	591519,7364
B12	391549,9556	591550,0000
B13	391528,8587	591544,0670
B14	391538,8353	591510,5933
B15	391517,6975	591471,7220
B16	391152,6081	591346,9705

Art. 2. — A l'intérieur de la zone :

— toutes transactions, toutes constructions nouvelles même précaires, tous travaux de nature à modifier l'état du sol, sont interdits ;

— les terrains détenus en pleine propriété, donnés à bail ou concédés, feront l'objet de retour au domaine public de l'Etat, et les ayants droit seront indemnisés conformément à la réglementation en vigueur ;

— les détenteurs de droits coutumiers, les locataires ou leurs ayants droit dûment mandatés et recensés, selon la réglementation en vigueur en la matière, percevront une juste et préalable indemnisation.

Art. 3. — Le ministre de la Construction, de l'Assainissement et de l'Urbanisme, le ministre des Infrastructures économiques et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 19 septembre 2012.

Alassane OUATTARA.

DECRET n° 2012-949 du 26 septembre 2012 portant organisation et fonctionnement de l'Agence nationale du Service universel des Télécommunications/TIC, en abrégé ANSUT.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport conjoint du ministre de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication et du ministre de l'Economie et des Finances,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 97-519 du 4 septembre 1997 portant définition et organisation des sociétés d'Etat ;

Vu l'ordonnance n° 2012-293 du 21 mars 2012 relative aux Télécommunications et aux Technologies de l'Information et de la Communication ;

Vu le décret n° 2011-222 du 7 septembre 2011 portant organisation du ministère de l'Economie et des Finances ;

Vu le décret n° 2011-270 du 28 septembre 2011 portant organisation du ministère de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication ;

Vu le décret n° 2012-241 du 13 mars 2012 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2012-242 du 13 mars 2012 portant nomination des membres du Gouvernement, tel que modifié par le décret n° 2012-484 du 4 juin 2012 ;

Vu le décret n° 2012-625 du 6 juillet 2012 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

TITRE I

Dispositions générales

Article premier. — Le présent décret a pour objet de déterminer l'organisation et le fonctionnement de la société d'Etat dénommée Agence nationale du Service universel des Télécommunications/TIC, en abrégé ANSUT, créée par l'article 157 de l'ordonnance n° 2012-293 du 21 mars 2012 relative aux Télécommunications et aux Technologies de l'Information et de la Communication.

Art. 2. — L'Agence nationale du Service universel des Télécommunications/TIC a pour missions :

— d'élaborer les cahiers des charges des programmes de Service universel des Télécommunications/TIC ;

— d'assurer la mise en œuvre des programmes de Service universel des Télécommunications/TIC pour le compte de l'Etat ;

— d'assurer le financement des programmes de Service universel des Télécommunications/TIC ;

— d'assurer la gestion des opérations d'investissement financées par l'Etat dans le domaine des Télécommunications/TIC.

Art. 3. — L'Agence nationale du Service universel des Télécommunications/TIC est placée sous la tutelle technique du ministre chargé des Télécommunications/TIC et la tutelle financière du ministre chargé de l'Economie et des Finances.

Art. 4. — Le siège de l'ANSUT est fixé à Abidjan. Il peut être transféré en tout autre lieu du territoire national, par décision du conseil d'administration.

Art. 5. — La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et du crédit mobilier, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus par les statuts.

TITRE II

Organisation

Art. 6. — L'ANSUT est administrée par un conseil d'administration comprenant sept membres choisis en raison de leur compétence, de leur probité et de leur complémentarité.

Le conseil d'administration comprend :

— un représentant du Président de la République ;

— un représentant du Premier Ministre ;

— un représentant du ministre chargé du Plan et du Développement ;

— un représentant du ministre chargé des Télécommunications/TIC ;

— un représentant du ministre chargé de l'Economie et des Finances ;

— un représentant du ministre chargé des Infrastructures économiques ;

— un représentant des associations des consommateurs.

Les membres du conseil d'administration sont nommés par décret pris en Conseil des ministres, sur rapport conjoint du ministre chargé de la Poste et des TIC et du ministre chargé de l'Economie et des Finances.

Les membres du conseil ne peuvent appartenir simultanément au conseil d'administration de plus de deux sociétés d'Etat, ni exercer une activité ou détenir des intérêts dans une entreprise du secteur des Télécommunications/TIC.

Art. 7. — Le mandat des administrateurs est de trois ans renouvelable une fois. Le conseil d'administration élit parmi ses membres, son président pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur. L'élection du président du conseil d'administration est entérinée par un décret pris en conseil des ministres. Il n'est rééligible qu'une seule fois.

Art. 8. — La direction générale de l'ANSUT est assurée par un directeur général nommé par le conseil d'administration. Il peut être révoqué par le conseil d'administration.

La rémunération du directeur général est fixée par le conseil d'administration conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Art. 9. — La direction générale de l'ANSUT est organisée en directions, sous-directions et services, suivant un organigramme proposé par le directeur général et adopté par le conseil d'administration.

TITRE III

Fonctionnement

Art. 10. — Le conseil d'administration veille à la mise en œuvre du Service universel des Télécommunications/TIC pour le compte de l'Etat conformément aux dispositions pertinentes de l'ordonnance n° 2012-293 du 21 mars 2012 relative aux Télécommunications/TIC. A cet effet, il exerce, de façon continue, son autorité et son contrôle sur les activités de la société.

Art. 11. — Le directeur général est chargé de la gestion courante de l'ANSUT et de l'exécution des délibérations du conseil d'administration. Il assure la coordination de l'action des directions et services de l'ANSUT.

Art. 12. — Le directeur général est l'ordonnateur des dépenses et des recettes de l'ANSUT. A ce titre, il est chargé :

— d'engager, de liquider et d'ordonner les dépenses à la charge de l'ANSUT ;

— de liquider, d'ordonner et de mettre en recouvrement les ressources ou recettes établies au profit de l'ANSUT ;

— de tenir la comptabilité et de préparer les états financiers de l'ANSUT conformément aux règles de l'OHADA.

Le directeur général et le directeur en charge des affaires financières sont cosignataires sur les comptes de l'ANSUT.

Art. 13. — Les ressources de l'ANSUT sont constituées par :

— une contribution obligatoire de deux pour cent du chiffre d'affaires mensuel hors taxe des opérateurs et fournisseurs de services titulaires d'une licence individuelle ou d'une autorisation générale ;

— toutes autres taxes parafiscales autorisées par la loi de finances ;

— les contributions de l'Etat ;

— les contributions, dons et legs acceptés conformément aux textes en vigueur ;

— les prêts et subventions des organismes publics ou privés, nationaux ou internationaux ;

— les revenus de ses placements mobiliers et immobiliers autorisés par le conseil d'administration ;

— les produits de cession de ses biens meubles et immeubles autorisés par le conseil d'administration.

Les contributions des opérateurs et fournisseurs de services titulaires d'une licence individuelle ou d'une autorisation générale sont recouvrées par l'ANSUT selon les modalités arrêtées par le conseil d'administration.

Art. 14. — L'ANSUT produit, chaque année, au plus tard le 30 mars, un rapport d'activités. Ce rapport est communiqué au ministre chargé des Télécommunications/TIC et publié sur le site Internet de l'ANSUT.

Art. 15. — Le personnel de l'ANSUT est composé d'agents contractuels de droit privé soumis aux dispositions du code du travail et de la convention collective interprofessionnelle ainsi que de fonctionnaires détachés.

Art. 16. — Les fonctionnaires et agents de l'Etat en détachement auprès de l'ANSUT sont soumis, pendant toute la durée de leur détachement, aux textes régissant l'ANSUT et à la législation du travail, sous réserve des dispositions plus protectrices du statut général de la Fonction publique. Ils perçoivent les mêmes traitements et indemnités que ceux accordés au personnel relevant du statut de droit privé.

Les fonctionnaires détachés auprès de l'ANSUT restent soumis au régime de retraite de leur corps d'origine, conformément au statut général de la Fonction publique. En cas de cessation de leurs fonctions au sein de l'ANSUT, ils sont remis à la disposition de la Fonction publique.

TITRE IV

Gestion comptable et contrôle des comptes

Art. 17. — Les opérations comptables et financières de l'ANSUT sont soumises aux règles comptables de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires.

Pour sa gestion comptable et financière, l'ANSUT est dotée d'un manuel de procédures financières et comptables élaboré par le directeur général et approuvé par le conseil d'administration. Ce manuel prévoit notamment les procédures de préparation et de modification du budget, ainsi que les procédures d'exécution et de comptabilisation des ressources et charges de l'ANSUT, conformément aux règles comptables et financières de l'OHADA.

Art. 18. — Le budget de l'ANSUT prévoit et autorise les recettes et les dépenses, et en détermine la nature ainsi que le montant. Il doit être équilibré.

L'exercice comptable court du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année.

Art. 19. — Chaque année, lors de l'élaboration du projet de loi de finances, le directeur général de l'ANSUT transmet obligatoirement au ministre chargé de l'Economie et des Finances et au ministre chargé des Télécommunications/TIC, le budget approuvé par le conseil d'administration. Le ministre chargé de l'Economie et des Finances peut, dans un délai d'un mois à compter de la date de réception du budget approuvé, demander au conseil d'administration d'y introduire toute modification tendant au respect de l'équilibre financier de la société et à celui de ses engagements contractuels éventuels à l'égard de l'Etat.

Le budget approuvé et éventuellement modifié est annexé au budget de l'Etat de l'année.

Art. 20. — Le directeur général établit et soumet à l'approbation du conseil d'administration, au plus tard le 31 mars de chaque année, les états financiers et comptables de l'exercice précédent.

Art. 21. — La gestion financière de l'ANSUT fait l'objet d'un audit comptable et financier indépendant après chaque exercice budgétaire, à l'initiative du ministre chargé de l'Economie et des Finances. Les résultats de l'audit sont également communiqués au ministre chargé des Télécommunications/TIC.

Art. 22. — L'ANSUT est contrôlée par deux commissaires aux comptes nommés pour trois exercices sociaux par arrêté du ministre en charge de l'Economie et des Finances.

Leurs fonctions expirent après l'approbation, par le ministre chargé de l'Economie et des Finances, des comptes du troisième exercice social depuis leur prise de fonction.

Ils sont choisis parmi les commissaires aux comptes inscrits au tableau de l'ordre des experts-comptables de Côte d'Ivoire.

Les commissaires aux comptes exercent leurs fonctions dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Art. 23. — L'ANSUT est soumise au contrôle de la chambre des comptes de la Cour suprême.

TITRE V

Dispositions transitoires et finales

Art. 24. — Les ressources du Fonds national des Télécommunications ainsi que les biens meubles et immeubles de l'Etat qui lui sont affectés, sont dévolus à l'ANSUT dès son immatriculation au registre de commerce et du crédit mobilier.

L'inventaire et la dévolution de ces actifs sont déterminés par arrêté conjoint du ministre de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication et du ministre chargé de l'Economie et des Finances.

Art. 25. — Le suivi des projets et marchés en cours d'exécution ou d'approbation par les organes du Fonds national des Télécommunications est transféré à l'ANSUT.

L'ANSUT assure, pour le compte de l'Etat, la maintenance, la gestion et la réhabilitation du patrimoine immobilier servant de cadre d'exploitation au secteur des Télécommunications.

Art. 26. — Les personnels du Fonds national des Télécommunications, en abrégé FNT, sont transférés à l'Agence nationale du Service universel des Télécommunications, conformément aux besoins de l'ANSUT.

Art. 27. — Les statuts de l'ANSUT, annexés au présent décret, sont approuvés.

Art. 28. — Le ministre de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui abroge toutes les dispositions antérieures contraires et sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 26 septembre 2012.

Alassane OUATTARA.

DECRET n°2012-988 du 10 octobre 2012 portant création, attributions, organisation et fonctionnement de la Plateforme nationale de Réduction des Risques et de Gestion des Catastrophes.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport conjoint du ministre de l'Environnement et du Développement durable, du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, du ministre d'Etat, ministre du Plan et du Développement, du ministre de l'Economie et des Finances,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 62-253 du 31 juillet 1962 relative aux plans d'urbanisme ;

Vu la loi n° 65-425 du 20 décembre 1965 portant code forestier ;